

Numéro	Objet	Date	Publié le	Nomenclature
055/2025	Octroie d'une contribution exceptionnelle volontaire pour le SDIS 13	11/12/2025	ID : 013-211300363-20251211-25	CM_055-DE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **19**
Procurations : **6**
Votes : **25**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **vingt-huit octobre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.
Date de la convocation : **22 octobre 2025**

OBJET : Octroie d'une contribution exceptionnelle volontaire pour le SDIS13

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **25**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane, représentée par POURTIER Yvette, AMAT Bruno représenté par BARAT Michel, AMIARD Ludivine représentée par NIETO Corinne, JULLIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par LIBOUREL Vincent, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par HOUDIN Florence.

Absent excusé : ROSELLO Louis, PERRIN Christine.

Par courrier en date du **8 octobre 2025**, le **SDIS 13** (Service Départemental d'incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône : Sapeurs-Pompiers) a informé la Commune que la **saison estivale 2025** a été marquée par une intensification de l'activité opérationnelle exceptionnelle des **feux d'espaces naturels**. Le SDIS a dû, en conséquence, mobiliser des moyens humains, matériels et financiers considérables pour faire face à cette **situation critique**.

Depuis le **1^{er} juin 2025**, **442** départs de **feux** ont été recensés, brûlant près de **1 102 hectares**, avec des journées particulièrement éprouvantes, comme, pour exemple, le 8 juillet où 40 départs de feux ont été enregistrés en 24 heures. Ces événements ont nécessité la mobilisation de milliers de sapeurs-pompiers, entraînant un dépassement de l'enveloppe budgétaire prévue pour les indemnités des sapeurs-pompiers volontaires, à hauteur de **400 000 €**.

Face à ces tensions budgétaires, et conformément à l'article L. 1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le conseil d'administration du SDIS 13 a délibéré le 19 septembre 2025 en sollicitant une **contribution exceptionnelle volontaire de 0,2% de la part des communes** et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), Cette contribution permettrait d'atténuer les effets financiers de cette saison particulièrement éprouvante.

A titre informatif, en **2024** la contribution obligatoire était de **178 515,24 €** et en **2025** de **179 040,28 €**. Dans ce cas, la contribution exceptionnelle volontaire de **0,2%** est de **358,08 €**.

Cette démarche repose sur le **volontariat** et nécessite une délibération explicite de notre conseil municipal en **soutien** et par solidarité afin de permettre au SDIS 13 de continuer à assurer ses missions dans des conditions optimales.

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

Attribuer une contribution exceptionnelle volontaire de **0,2%** du montant de la contribution obligatoire ;

Autoriser M. Le Maire ou son représentant à procéder à son versement et à signer tous documents correspondants.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Michel GAVANON



Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*